

République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

28/05/2020 N° 1

**INSTALLATION DE NOUVEAUX
ELUS SUITE A DES DEMISSIONS
VOLONTAIRES**

Le Maire certifie :

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

INSTALLATION DE NOUVEAUX ELUS SUITE A DES DEMISSIONS VOLONTAIRES

Par courrier réceptionné le 16 mars 2020, Madame Chantal Fortier a présenté sa démission. La candidate suivante sur la liste « Un nouvel avenir pour Mably », Madame Vieilly Charlotte a été contactée et a accepté de siéger au sein du Conseil Municipal.

Par mail du 20 avril 2020, Monsieur Jean, Pierre BARBIER, a également présenté sa démission. Le candidat suivant sur la liste « Un nouvel avenir pour Mably », Raoul Junet, a fait part, par mail du 5 mai 2020, qu'il ne souhaitait pas donner suite. Madame Renaud Marie-Laure est la candidate suivante sur cette liste.

Par courrier du 3 mai 2020, Madame Mylène Nové a fait part de sa démission. M. Amaury Sapin a donc été sollicité, s'agissant du suivant sur la liste « Bien vivre à Mably », donnant également sa démission par courrier du 12 mai 2020. Madame Fayet Ghislaine est la candidate suivante sur cette liste.

M. Le Sous-Préfet a parallèlement été informé de ces démissions volontaires.


Il est précisé que ces démissions ne sont effectives qu'à compter de la date d'entrée en fonction des nouveaux élus, soit le 18 mai 2020, conformément aux effets de la Loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, la Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et au Décret 2020-571 du 14 mai 2020 spécifiant la date d'entrée en fonction des Conseillers Municipaux et les dispositions d'installation des élus issus du premier tour du scrutin.

Conformément à la réglementation relative au remplacement des Conseillers Municipaux démissionnaires, et plus particulièrement à l'article L. 270 du Code Electoral, il a été fait appel aux candidats suivants, sur les listes concernées « UN NOUVEL AVENIR POUR MABLY » et « BIEN VIVRE A MABLY ».

En conséquence, le Conseil Municipal déclare officiellement installés dans leurs fonctions de Conseillers Municipaux les nouveaux élus suite aux démissions successives sur les listes « Un nouvel avenir pour Mably » et « Bien vivre à Mably ».

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 2

FIXATION DU NOMBRE DES
ADJOINTS AU MAIRE

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

FIXATION DU NOMBRE DES ADJOINTS AU MAIRE

Conformément à l'article L. 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :
« Le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjointes au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal ».

Au regard de l'article L. 2122-2 du CGCT : « Le nombre des membres du Conseil Municipal pour une Commune entre 5 000 et 9 999 habitants est de 29 ».

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **FIXE à 8 le nombre d'adjoints au Maire.**

Adopté à l'unanimité.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 3

RAPPORT DECISIONS
MUNICIPALES PRISES PAR LE
MAIRE DEPUIS LA
CONVOCAION A LA SEANCE
DU 6 MARS 2020 EN VERTU DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

**RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA
CONVOCACTION A LA SEANCE DU 6 MARS 2020 EN VERTU DE L'ARTICLE
L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CGCT)**

Par délibération du 22 avril 2014, modifiée et complétée par les délibérations des 19 février 2016, 31 mai 2017 et 23 février 2018, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjointes en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Pour faire face à l'épidémie de COVID 19, la Loi d'urgence, en date du 23 mars 2020, a été adoptée portant prorogation des mandats des Conseillers Municipaux et prorogation des délégations données par l'assemblée délibérante au Maire. L'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales, a précisé les mesures dérogatoires. Parmi ces mesures, les exécutifs locaux exercent, par une délégation qui leur est confiée de plein droit par l'article premier de l'Ordonnance, la quasi-totalité des attributions que le Conseil Municipal peut leur déléguer par délibération.

Pour Mably, conformément au premier paragraphe de la présente délibération, le Conseil Municipal avait actionné la majorité des possibilités offertes par l'article L 2122-22 du CGCT.

En fonction de ces pouvoirs délégués, le Conseil Municipal doit être tenu informé des décisions prises.

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 6 mars 2020, M. Le Maire a donc pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-22

PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES ET DE PRE CONTENTIEUX
(HORS DEFENSE ET REPRESENTATION EN JUSTICE)
APPROBATION MARCHE AVEC LA SELARL BLT Droit Public

DECISION MUNICIPALE N° 2020-23

RECONDUCTION MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
PRESTATIONS JURIDIQUES - REPRESENTATION EN JUSTICE AVEC LA
SELARL BLT Droit Public

DECISION MUNICIPALE N° 2020-24

HEBERGEMENT AU CHALET DU COL DE LA LOGE - PRESTATION DE LA
SARL LES GENS DE MONTAGNE DU COL DE LA LOGE

DECISION MUNICIPALE N° 2020-27

ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS AVEC GROUPAMA - AVENANT ANNUEL
DE REGULARISATION

DECISION MUNICIPALE N° 2020-28

INTERVENTION D'UNE PSYCHOLOGUE DANS LE CADRE DE L'ANALYSE
DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE (APP) AUPRES DE 3 AGENTS DU
SERVICE ENFANCE-JEUNESSE-MEDIATION DE MABLY

DECISION MUNICIPALE N° 32

RECOURS A UNE PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL DANS LE CADRE DE
L'ANALYSE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE PENDANT LA PERIODE
DE LA CRISE SANITAIRE

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-25

SERVICE CULTURE - MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES POUR
L'ENCAISSEMENT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC DES FORAINS

DECISION MUNICIPALE N° 2020-26

ASSURANCE - ACCEPTATION INDEMNITE VERSEE PAR AXA FRANCE IARD
POUR DES DEGATS OCCASIONNES AU DOMAINE PUBLIC RUE Edmond ROSTAND
A MABLY LE 23 DECEMBRE 2019

DECISION MUNICIPALE N° 2020-29

ALIENATION D'UN TRACTOPELLE JCB 3CX A LA SOCIETE JCB LYOMAT

DECISION MUNICIPALE N° 2020-30

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° JB34/2020-5

DECISION MUNICIPALE N° 2020-31

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 12 RUE DE GUISE
A MABLY- APPROBATION RENOUVELLEMENT TEMPORAIRE BAIL
D'HABITATION A M. ET MME KAPERA

DECISION MUNICIPALE N° 2020-33

PROGRAMME DE TRAVAUX 2020 CONCERNANT L'AMELIORATION DE
L'ACCESSIBILITE DANS DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX –
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-34

TRAVAUX DE RENOVATION DE BATIMENTS SCOLAIRES -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-35

TRAVAUX DE REFECTION DU TERRAIN DE BASKET EXTERIEUR
DU GYMNASE BOURG -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-36

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE EN VUE DE LA
RESTRUCTURATION DES ECOLES DE MABLY -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-37

TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE DANS DIFFERENTS
BATIMENTS COMMUNAUX -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES DOTATIONS D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) ET DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT
LOCAL (DSIL) 2020

DECISION MUNICIPALE N° 2020-38

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DU 19 MARS
A MABLY- RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION AVEC
M. MANI Gani

DECISION MUNICIPALE N° 2020-39

SERVICE CULTURE - MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES
ET D'AVANCES

DECISION MUNICIPALE N° 2020-40

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 1 RUE DU PARC
A MABLY - RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION AVEC Mme
ZARIDZE Khatouna

DECISION MUNICIPALE N° 2020-41

REQUETE PRESENTEE PAR LA SARL POMPES FUNEBRES REGIONALES
ET MARBRERIE FUNERAIRE JEAN-LUC ET JEAN-JACQUES PAIRE AUPRES
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON SOUS LE N° TA N° 1909382 CONTRE
LA DELIBERATION N° 6 DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MABLY
EN DATE DU 25 OCTOBRE 2019
AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE ET DESIGNATION D'UN AVOCAT

**Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées
ci-dessus.**

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

28/05/2020 N° 4

DELEGATION DE POUVOIRS
ACCORDEE AU MAIRE ET AUX
ADJOINTS EN CAS D'ABSENCE OU
D'EMPECHEMENT DU MAIRE, EN
VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU
CGCT - MANDAT 2020/2026

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

DELEGATION DE POUVOIRS ACCORDEE AU MAIRE ET AUX ADJOINTS EN CAS D'ABSENCE OU D'EMPECHEMENT DU MAIRE, EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – MANDAT 2020/2026

Pour une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes, le législateur offre la possibilité au Conseil Municipal de déléguer certaines de ses attributions au Maire.

Ces délégations sont organisées par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en ses articles L 2122-22, L 2122-23 et R 2122-7-1.

Dès lors, elles ont pour effet de dessaisir le Conseil Municipal au profit du Maire, emportant ainsi un transfert juridique des compétences.

Le Conseil Municipal ne peut déléguer ni l'ensemble de ses attributions, ni n'importe laquelle d'entre elles.

Article L2122-22

- Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 6
- Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 9

Le Maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les décisions prises par le Maire en vertu de cette délégation sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets, en particulier au niveau de la publication et du contrôle de légalité.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises et celui-ci peut toujours mettre fin à la délégation.

Il est rappelé que les délégations consenties en application de l'alinéa 3 prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Après examen des différentes possibilités offertes par le législateur dans un souci de faciliter la gestion communale, il est proposé d'activer les propositions suivantes assorties de précisions indispensables à la mise en œuvre.

Propositions :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales	ACTIVATION	
2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées	NON ACTIVATION	Proposition de laisser cette prérogative au Conseil Municipal
3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de procéder à la réalisation des emprunts, dans la limite des inscriptions budgétaires votées par le Conseil Municipal, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et	

	de passer à cet effet les actes nécessaires ».	
4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services d'un montant inférieur à 214 000 € HT, indépendamment de la nature du marché, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ne relevant pas de la commission d'appel d'offres lorsque les crédits sont inscrits au budget.</p> <p>La signature des documents susmentionnés sont signés par le Maire, les Adjointes selon les règles de suppléance en cas d'empêchement du Maire ou la DGS. La DGS reçoit délégation de signature en matière de marchés publics conformément à l'article L 2122-19 du CGCT.</p>	
5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans tant pour le domaine public communal que pour le domaine privé communal ».</p>	
6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes	ACTIVATION	
7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services	ACTIVATION	

municipaux		
8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières	ACTIVATION	
9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges	ACTIVATION	
10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros	ACTIVATION	
11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts	ACTIVATION	
12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demande	ACTIVATION	
13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement	NON ACTIVATION	Proposition de laisser cette prérogative au Conseil Municipal
14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme	ACTIVATION	
15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article <u>L. 211-2</u> ou au premier alinéa de l'article <u>L. 213-3</u> de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « d'exercer au nom de la commune les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites du budget de	

	l'exercice en cours ».	
16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« d'intenter au nom de la commune les actions en justice : la délégation pourra s'exercer pour intenter au nom de la Commune toutes les actions en justice devant les juridictions administratives et judiciaires (civiles et pénales), en demande comme en défense, en première instance comme en appel et en cassation, et le Maire et ses Adjoints pourront exercer toutes les voies de recours utiles. Sur le plan pénal, le Maire et les Adjoints seront autorisés à représenter la Ville de Mably pour se constituer partie civile devant tout Juge d'Instruction, devant toute juridiction, en appel comme en cassation, et pourront exercer toutes les voies de recours utiles ; et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ».</p>	
17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite des franchises contractuelles prévues dans le marché d'assurance ».</p>	
18° De donner, en application de l'article <u>L. 324-1</u> du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier	<p>ACTIVATION avec la rédaction suivante :</p> <p>« de donner en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux</p>	

local	opérations menées par un établissement public foncier local ».	
19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux. »	
20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal dans la limite de 1 500 000 € ».	
21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article <u>L. 214-1-1</u> du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article <u>L. 214-1</u> du même code	NON ACTIVATION car nous n'avons pas de périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat à Mably	
22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles <u>L. 240-1</u> à <u>L.</u>	NON ACTIVATION	

240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal		
23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ».	
24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre	ACTIVATION	
25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne	NON ACTIVATION	
26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour tout projet municipal présentant un intérêt public local ».	
27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la	ACTIVATION avec la rédaction suivante : « de procéder pour le compte de la commune au dépôt des demandes	

démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux	d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux de démolition, de transformation ou d'édification des biens municipaux lorsque les crédits sont inscrits au Budget ou habiliter toute personne publique ou privée à déposer de telles demandes sur les biens municipaux. »	
28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation	NON ACTIVATION	
29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.	ACTIVATION	

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **DONNE** au Maire délégation pour la durée de son mandat pour tous les domaines d'intervention énumérés ci-dessus conformément aux conditions précisées de cette délégation
- **AUTORISE** que la présente délégation soit exercée par le suppléant de M. le Maire en cas d'empêchement du Maire selon les règles de suppléance, par les Adjoints dans l'ordre du tableau
- **PREND** acte que, conformément à l'article L 2122-23 du CGCT, les décisions prises par M. Le Maire dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires
- **PREND** acte que cette délibération est à tout moment révocable

- **PREND** acte que la présente délégation ne saurait excéder la durée du mandat conformément à l'article L 2122-22 du CGCT sauf dispositions législatives particulières
- **PREND** acte que, conformément à l'article L 2122-23 du CGCT, M. Le Maire rendra compte à chaque réunion du Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation.

Adopté à la majorité par 27 Voix Pour - 1 Abstention (M. Barriquand).

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : **adopté à l'unanimité par le Conseil**
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

28/05/2020 N° 5

**INDEMNITÉS DU MAIRE,
DES ADJOINTS ET DES
CONSEILLERS MUNICIPAUX
DÉLÉGUÉS**

Le Maire certifie :

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

INDEMNITÉS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS

*Vu l'Article L.2123-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi organique n° 92-175 du 25 février 1992,
Vu l'article 36 de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 (loi dite « élections »),
Vu le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 relatif à la majoration de la valeur du point d'indice de la fonction publique,
Vu le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 relatif à l'augmentation de l'indice brut terminal de la fonction publique,
Vu la note d'information NOR TERB1830058N du 9 janvier 2019 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1er janvier 2019,
Vu la loi Engagement et Proximité promulguée le 27 décembre 2019,
Vu l'article 19 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,
Vu l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 relative à l'installation des Conseils Municipaux élus au complet au premier tour et à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le contexte de l'épidémie de Covid-19,
Vu le décret 2020-571 du 14 mai 2020 définissant la date d'entrée en fonction à la date du 18 mai 2020 des Conseils Municipaux et Communautaires des Communes dont le Conseil Municipal a été entièrement renouvelé dès le premier tour de scrutin des élections du 15 mars 2020,
Vu l'installation du Conseil Municipal, de l'élection du Maire et des Adjoints le 28 mai 2020,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020 fixant le nombre d'Adjoints municipaux,
Considérant que la commune de Mably compte 7 807 habitants (population totale) ;*

Bien que les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal soient en principe gratuites, les élus locaux peuvent recevoir de la part de leur collectivité une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions en compensation des sujétions et des responsabilités résultant de leur charge publique.

Cette indemnité est fixée dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la strate démographique de la commune. Son octroi est soumis à délibération du Conseil Municipal.

Il est donc possible d'allouer des indemnités de fonctions, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, au Maire et aux Adjoints. En outre, les Conseillers Municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction, lorsqu'ils reçoivent une délégation, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale, c'est-à-dire de l'enveloppe constituée des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjoints en exercice, sans majorations, dans la limite de 6% de l'indice brut terminal de la fonction publique.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **Fixe les indemnités allouées au maire, adjoints et conseillers municipaux délégués de la manière suivante :**

Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du Maire et des Adjoints est égal au total de l'indemnité maximale du maire (55% de l'indice brut terminal de la fonction

publique) et du produit de 22% de l'indice brut terminal de la fonction publique par le nombre d'Adjoints (soit 8 Adjoints).

A compter du 28 mai 2020, le montant des indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :

- Maire : 54,9995 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 1^{er} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 2^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 3^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 4^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 5^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 6^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 7^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 8^{ème} Adjoint : 20,50 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 1^{er} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 2^{ème} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 3^{ème} Conseiller délégué : 4 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

A noter qu'afin de respecter le montant de l'enveloppe globale, le taux de l'indemnité du Maire a été ajusté.

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget

➤ **Valide le tableau annexe récapitulant les indemnités de fonction des élus locaux.**

Adopté à l'unanimité.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



TABLEAU ANNEXE : Indemnités de fonction des élus locaux
prévu à l'article L2123-20-1 du CGCT

	Détermination de l'enveloppe maximale mensuelle		Montant des indemnités déterminées par le Conseil Municipal	
Fonction de l'élu	Taux en % de l'IB max de la fonction publique	Montant actuel	Taux en % de l'IB max de la fonction publique	Montant actuel
Maire	55%	2 139,17 €	54,9995%	2 139,15 €
1 ^{er} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
2 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
3 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
4 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
5 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
6 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
7 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
8 ^{ème} Adjoint	22%	855,67 €	20,50%	797,33 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
Conseiller délégué	0%	0 €	4,00%	155,58 €
TOTAL		8 984,53 €		8 984,53 €

République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du CGCT) :
adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 6

CONSTITUTION DE LA COMMISSION
D'APPEL D'OFFRES (C.A.O)
DESIGNATION PLURALISTE DE
CINQ MEMBRES TITULAIRES ET
CINQ MEMBRES SUPPLEANTS AU
SEIN DU CONSEIL MUNICIPAL

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (C.A.O)
DESIGNATION PLURALISTE DE CINQ MEMBRES TITULAIRES ET CINQ MEMBRES SUPPLEANTS AU SEIN DU CONSEIL MUNICIPAL

Il convient, suite aux élections municipales du 15 mars 2020, de constituer la Commission d'Appel d'Offres (CAO) à caractère permanent qui sera réunie en fonction des besoins et ce, pour la durée du mandat.

Dans le contexte actuel de l'état d'urgence sanitaire, le décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 fixe au 18 mai 2020 la date d'entrée en fonction des nouveaux élus issus du 1^{er} tour du scrutin.

Conformément à l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivité Territoriale (C.G.C.T), la Commission d'Appel d'Offres intervient pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique.

Les seuils relatifs aux procédures formalisées applicables aux consultations engagées à compter du 1^{er} janvier 2020 ont été déterminés comme suit :

Objet	Seuils de procédure formalisée
Marché de fourniture et services	A partir de 214 000.00 € HT
Marché de travaux	A partir de 5 350 000.00 € HT

Ces seuils européens de procédure applicables aux contrats de la commande publique sont révisés tous les deux ans par la commission Européenne en fonction des fluctuations des cours monétaires.

La règles de composition de la CAO et celle de la CDSP sont identiques, l'article L.1414-2 du CGCT (*relatif aux marchés publics*) renvoyant à l'article L.1411-5 du CGCT pour l'élection de la CAO.

Vu les dispositions de l'article L.1411-5 II a du C.G.C.T, prévoyant que la commission d'appel d'offres d'une commune de plus de 3 500 habitants doit comporter, en plus de l'autorité habilitée à signer les marchés publics ou son représentant, président (Maire) de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, ainsi que des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires. Il s'agit d'un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite

liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du C.G.C.T, pour être instituée valablement, la C.A.O fait l'objet d'une élection à bulletin secret, par l'assemblée délibérante.

L'assemblée délibérante décide de procéder, au scrutin secret de la liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants devant composer la commission d'appel d'offres à caractère permanent en plus du Président (*Maire*).

Membres titulaires

Sièges à pourvoir: 5

Une seule liste

Nombre de votants : **28**

Bulletins blanc ou nuls : **4**

Nombre de suffrages exprimés : **24**

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : **4,8**

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : Contruisons ensemble le Mably de demain (M. PEYRON)	24	5	0	5

Membres suppléants (*vocation à remplacer temporairement les membres titulaires de la C.A.O*)

Sièges à pourvoir: 5

Une seule liste

Nombre de votants : **28**

Bulletins blanc ou nuls : **4**

Nombre de suffrages exprimés : **24**

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : **4,8**

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL
Liste 1 : Contruisons ensemble le Mably de demain (M. PEYRON)	24	5	0	5

Le remplacement définitif d'un membre titulaire n'induit pas une nouvelle élection, il s'opère par titularisation du suppléant figurant en première position sur la même liste que le titulaire.

La démission d'un membre suppléant, alors même que la liste sur laquelle il a été élu ne comprendrait plus d'autres membres du conseil municipal suppléants susceptibles de le remplacer n'entraîne pas de renouvellement intégral de la commission dès lors que le membre titulaire conserve son siège.

L'obligation de procéder au remplacement total des membres titulaires de la commission interviendra conformément à l'article L.2121-22 du CGCT, uniquement lorsque celle-ci n'assurera plus le respect du principe de la représentation proportionnelle des différentes tendances en son sein.

Les règles de fonctionnement de la commission d'appel d'offres sont les suivantes :

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Lorsque le Maire, Président de la CAO, ne peut être présent, il ne peut se faire représenter par un membre de la CAO. A ce titre, un autre représentant habilité à signer les marchés peut recevoir délégation pour présider la CAO.

En cas d'absence d'un membre titulaire, celui-ci est remplacé par le premier suppléant sur la liste de suppléance.

En l'absence de disposition particulière, le délai de convocation de la commission d'appel d'offres s'effectue dans un délai minimum de 5 jours francs entre la date de convocation et la date de réunion dans les conditions prévues à l'article L.2121-12 du CGCT et selon un mode opératoire dématérialisé permettant de certifier de manière certaine de la date d'envoi de la convocation. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du C.G.C.T, le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et le représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations seront consignées au procès-verbal de la séance de la commission.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

La commission d'appel d'offres a pour compétences :

- D'attribuer les marchés (*choisir le(s) titulaire(s) du marché*) conformément à l'article L1414-2 du CGCT.
- Donner, conformément à l'article L.1414-4 du C.G.C.T, un avis sur tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5%. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission d'appel d'offres lui est préalablement transmis. *« Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres ».*

En conséquence, le Conseil Municipal :

- **Approuve** la composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O)
- **Désigne** les membres de la commission comme suit :

Président (*membre de droit*) : Eric PEYRON (Maire)

Proclame élus les membres titulaires suivants :

- Robert GODOT
- Patrick GAYA
- Serge PRALAS
- Karim BEN TAÏEB
- Ambre VIGOGNE

Proclame élus les membres suppléants suivants :

- Maurice DION
- Xavier VILLARD
- Jacky GENESTE
- Douada DIALLO
- Patricia SECCO

Ont signé au registre tous les membres présents.
Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du CGCT) :
adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 7

CONDITIONS DE DEPOT DES
LISTES POUR LA DESIGNATION
DE LA COMMISSION
PERMANENTE DE DELEGATION
DE SERVICE PUBLIC A
VOCATION GENERALE

1 – Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 – Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR LA DESIGNATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A VOCATION GENERALE

L'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) indique que les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public définie à l'article L.1121-3 du code de la commande publique préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie de ce code.

L'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique prévoit que :

« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public.

Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales. »

Ainsi, la passation d'une délégation de service public exige le respect des règles générales prévues tant par le Code de la Commande Publique mais également les règles spécifiques aux collectivités territoriales édictées par le CGCT.

L'article L.3 du Code de la Commande publique rappelle également, dans le même temps, que les contrats de concession sont soumis aux principes fondamentaux de la commande publique et précisément la liberté d'accès, de l'égalité de traitement des candidats et à la transparence des procédures. Le respect de ces principes permet « d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. »

Si l'autorité concédante organise librement une procédure de publicité et mise en concurrence qui conduit au choix du concessionnaire, il est nécessaire d'instituer une commission de délégation de service public amenée notamment à examiner et formuler un avis sur les offres des candidats.

Au terme de l'article L.1411.5 du CGCT, la commission est composée lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président (Maire) et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ainsi que des membres suppléants en nombre égal. Il s'agit d'un scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Préalablement aux opérations électorales de désignation des membres titulaires et suppléants, et conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, l'assemblée délibérante doit définir les conditions de dépôt des listes pour élire de nouveaux membres selon des modalités qui lui appartient de déterminer ; l'élection proprement dite faisant l'objet d'une seconde délibération lors d'une séance ultérieure.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante, dans un premier temps de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission de délégation de service public (DSP) :

- Les listes ayant pour objet la désignation des membres de la commission DSP, seront adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Maire de la commune de Mably ou par voie dématérialisée à l'adresse générique de la Mairie (mairie@ville-mably.fr) au plus tard le 15 juin 2020. Il est prévu que c'est à la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020 qu'il sera procédé cette désignation.
- Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **Approuve** les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public comme suit :
 - Les listes ayant pour objet la désignation des membres de la commission DSP, seront adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Maire de la commune de Mably ou par voie dématérialisée à l'adresse générique de la Mairie (mairie@ville-mably.fr) au plus tard le 15 juin 2020. Il est prévu que c'est à la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020 qu'il sera procédé cette désignation.
 - Il est précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
 - Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal
Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du
CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil
Municipal
Du Jeudi 28 mai 2020
18 heures 30
Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 8

PERSONNEL COMMUNAL -
RENOUVELLEMENT DE LA MISE
A DISPOSITION D'UN AGENT
D'UNE AUTRE COMMUNE

1 - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

**PERSONNEL COMMUNAL - RENOUELEMENT DE LA MISE A DISPOSITION
D'UN AGENT D'UNE AUTRE COMMUNE**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération du 25 octobre 2019 relative à la mise à disposition d'un agent d'une autre commune,

Vu la convention de mise à disposition d'un agent de la commune de Pouilly-Sous-Charlieu à la commune de Mably,

Vu l'avenant à la convention pré-citée relatif au renouvellement de la mise à disposition d'un agent de la commune de Pouilly-Sous-Charlieu à la commune de Mably,

Dans le cadre de la reprise à temps partiel thérapeutique le 2 avril 2020 pour une durée de 3 mois (qui sera certainement renouvelée le 2 juillet prochain) de la responsable titulaire du service direction générale, il a été décidé de renouveler la mise à disposition de l'agent provenant de la Commune de Pouilly Sous Charlieu depuis le 1^{er} mai dernier.

Cet agent intervient à raison de 17.5h par semaine pour exercer des missions spécifiques au sein du service direction générale au sein de la ville de Mably pour la période du 1^{er} mai au 31 mai 2020.

Cet avenant prévoit également la possibilité de renouveler cette mise à disposition sur les mois de juin, voire jusqu'au 31 juillet 2020 maximum, réinterrogeant la quotité de travail sur chaque mois au regard des besoins réels du service

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **Acte** les termes de l'avenant (en annexe) à la convention de mise à disposition d'un agent de la commune de Pouilly sous Charlieu à la commune de Mably
- **Autorise** M. le maire ou son représentant à appliquer le renouvellement de cette mise à disposition si besoin jusqu'au 31 juillet 2020
- **Donne** au Maire ou à son représentant tout pouvoir pour sa mise en œuvre.

Adopté à l'unanimité.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.



République Française
Département de la Loire
VILLE DE MABLY

Délibération du Conseil Municipal

Séance à huis clos (Article L. 2121-18 du CGCT) : adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal

Du Jeudi 28 mai 2020

18 heures 30

Salle polyvalente du gymnase du Bourg

OBJET :

Le Maire certifie :

28/05/2020 N° 9

CARTE SCOLAIRE DU 1ER DEGRE -
RENTREE SCOLAIRE 2020 -
DESAPPROBATION DE L'ANNONCE
DE LA FERMETURE DE CLASSE AU
SEIN DE L'ECOLE MATERNELLE
JACQUES PREVERT

1 - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la Loi ; que la délibération ci-après transcrite, conforme au texte du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le **29 mai 2020**.

2 - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **27** membres présents, savoir :

MM PEYRON Eric - VIGOGNE Ambre - PRALAS Serge - FADHLOUN Itidal (1) - GODOT Robert - BARROSO Martine - GENESTE Jacky - BERNARD Valérie - BEN TAIEB Karim - PILATO Anne - PEGON Arnaud - PLOTTON Françoise - DIALLO Daouda - DIAT Marie-Thérèse - VILLARD Xavier - SECCO Patricia - CHELBI Habib - MAHMOUDI Nasséra - SAUNIER Marlène - GAYA Patrick - D'HAYER Marie-France (2) - DION Maurice - FORESTIER Nathalie - VIEILLY Charlotte - LACOTE Clément - RENAUD Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno

Absents excusés avec pouvoir : **LAVIGNOTTE Serge**

Absentes excusées sans pouvoir : **FAYET Ghislaine**

(1) Arrivée à 19 H (pour vote sur le huis clos)

(2) Arrivée à 18 H 50 (pour vote sur le huis clos)

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Arnaud PEGON**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales. **Aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, l'Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 a adapté les règles de fonctionnement des Conseils Municipaux pendant la durée de l'état d'urgence qui court jusqu'au 10 juillet 2020 inclus. Le quorum est fixé à un tiers des membres présents en exercice et chaque élu peut être porteur de 2 pouvoirs (article 1^{er} de l'Ordonnance).**

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
LAVIGNOTTE Serge	GODOT Robert

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

**CARTE SCOLAIRE DU 1ER DEGRE - RENTREE SCOLAIRE 2020 -
DESAPPROBATION DE L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE CLASSE AU SEIN
DE L'ECOLE MATERNELLE JACQUES PREVERT**

Par courrier du 22 avril dernier, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education de la Loire nous confirmait la fermeture d'une classe au sein de l'école Maternelle Jacques Prévert, suite au départ à la retraite d'une enseignante non remplacée.

En réponse immédiate, et par un courrier en date du 28 avril, M. Le Maire de la commune de Mably a fait part de son plus grand étonnement ne s'attendant pas à une telle annonce dans le contexte de crise sanitaire.

Chaque année, la municipalité est associée à la réflexion de la carte scolaire, afin de pouvoir émettre un avis. Si le contexte sanitaire actuel ne favorisait pas forcément la concertation, un échange en amont aurait été nécessaire dont le défaut dénote d'une décision prise de façon unilatérale de nature à nuire à la qualité du partenariat avec l'Education Nationale avec pourtant de nombreux défis importants à relever ensemble avec la reprise progressive des écoles depuis le 18 mai dernier. Par ailleurs, la collectivité n'a été informée que tardivement du calendrier des instances réglementaires, et notamment de la tenue du Comité Technique Spécial Départemental le 14 avril et du Comité Départemental de l'Education Nationale le 17 avril, et de sa composition, ce qui ne nous a pas permis de demander aux collectivités locales qui y siègent de défendre la position de la commune de Mably et dans le même temps sensibiliser davantage M. Le Préfet aux conséquences de cette fermeture de classe dans une école classée en Réseau Education Prioritaire tant pour les familles, que pour le personnel enseignant et communal qui accompagne les enfants.

Le projet de fermeture de classe prévu à l'école maternelle Jacques Prévert à Mably pour la rentrée de septembre 2020 repose sur un raisonnement à l'échelle départementale pour lequel les conséquences à l'échelle locale n'ont pas été mesurées d'autant que la nouvelle équipe municipale souhaite engager un temps de formalisation autour du projet éducatif, incluant la carte scolaire, mais également la garantie d'une école équitable. Or, cette décision va à l'encontre de notre projet politique.

Pour rappel, le groupe scolaire Prévert se situe au cœur du quartier Noyon-Troyon. La commune de Mably, en partenariat étroit avec OPHEOR, a souhaité lancer, à l'instar de l'opération réussie de renouvellement urbain réalisée sur le quartier du Marly en partenariat avec Loire Habitat, une opération de requalification urbaine sur le quartier de Noyon constitué de 240 logements locatifs sociaux datant des années 1970. Situé dans une zone à dominante pavillonnaire, cet ensemble locatif social présente les caractéristiques urbaines similaires à celles des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville, à savoir un ensemble d'immeubles identiques disposés dans un paysage ouvert avec un réseau de desserte interne déconnecté du système viaire environnant. L'objectif global est de retrouver une attractivité du site et des résidences, d'améliorer le bâti notamment en termes de confort énergétique et d'accessibilité tout en maintenant le montant des loyers à un niveau modéré, de reconnecter ce groupe d'habitat social au reste de la ville et notamment au centre social et au groupe scolaire Jacques Prévert, d'améliorer la trame viaire du quartier et requalifier les espaces publics afin de renforcer l'image et l'attractivité du site et d'améliorer la fonctionnalité des espaces.

L'école est classée en Réseau Education Prioritaire et de surcroît dans un quartier de veille politique de la ville dont la population est fortement marquée par la présence de nombreuses familles en difficultés sociales et familiales, d'origine étrangère dans un contexte linguistique

très diversifié. Cette décision aura donc un impact direct sur la réussite scolaire de ces enfants ce que les élus municipaux regrettent fortement.

En effet, proposer de basculer l'effectif de Grande Section sur l'école élémentaire pose véritablement question. Si la maternelle a pour objectif de préparer aux objectifs pédagogiques de l'élémentaire en douceur (cadre propice, présence d'une ATSEM dans la classe etc...), que va-t-il se passer pour ces enfants ? Sachant, que les CP sont d'ores et déjà en classes dédoublées, tout comme les CE1. Est-ce que des GS seront regroupés avec des CE2 voire CM1, ce qui peut interroger en termes de cohérence pédagogique et éducative.

De plus, le fait de réduire les effectifs et classes au sein de l'école maternelle Jacques Prévert, aura un impact sur l'accueil des enfants de moins de trois ans et des Toutes Petites Sections, rendu obligatoire en Réseau Education Prioritaire. Or n'est-ce pas dommageable d'autant que nous partageons ensemble le fait que les apprentissages précoces et la préscolarisation peuvent contribuer à réduire les inégalités scolaires et sociales ?

L'effectif attendu à la rentrée de septembre 2020 semble enfin être suffisant pour maintenir les 4 classes en Réseau Education Prioritaire d'autant plus que les inscriptions ne sont pas stabilisées au regard de la période récente du confinement.

A ce stade et compte-tenu de ces éléments, le Conseil Municipal s'oppose donc fermement à la fermeture de cette classe.

De plus, M. BLANQUER, dans son annonce du 27 mars dernier, annonçait qu'aucune classe ne pourrait fermer dans les communes de zones rurales de moins de 5000 habitants sans l'accord du Maire. Ajoutant également qu'en milieu urbain (+de 5000 habitants) l'équilibre entre ouverture et fermeture serait réétudié, et des fermetures ainsi neutralisées.

Le Conseil Municipal demande donc, dans ce contexte, à bénéficier d'une nouvelle analyse de l'ensemble des mesures proposées dans toutes les communes de la Loire, y compris celles dont la population est supérieure au seuil des 5000 habitants (Mably donc), afin de neutraliser certaines fermetures pour la prochaine rentrée.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré décide :

- **De s'opposer à la fermeture d'une classe au sein de l'école maternelle Jacques Prévert pour la rentrée scolaire 2020/2021.**
- **De demander à bénéficier d'une nouvelle analyse de l'ensemble des mesures proposées dans toutes les communes de la Loire, y compris celles dont la population est supérieure au seuil des 5000 habitants comme la commune de Mably, afin de neutraliser certaines fermetures pour la prochaine rentrée, et ce dans une véritable concertation menée étroitement avec l'équipe enseignante, les élus municipaux et la direction académique.**
- **Un exemplaire de la présente délibération sera adressé à M. Le Directeur Académique des Services de l'Education de la Loire ainsi qu'aux parents d'élèves et aux enseignants de l'école Maternelle et Elémentaire Jacques Prévert.**

Adopté à l'unanimité.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Le Maire,
Eric PEYRON.

